

BIR DE LONDRES : À L'OMBRE DU BREXIT

Les congressistes se sont rendus dans la capitale anglaise, du 5 au 7 octobre derniers, pour décliner les temps forts vécus par la profession sur leurs territoires respectifs, exposer les problématiques liées à leur métier, échanger quant aux dangers probables liés à certaines réglementations, décisions, interdictions et ce, alors même que le recyclage est sans contexte une industrie planétaire, absolument nécessaire, puisque c'est bel et bien la seule existant à ce jour qui soit à l'épicentre de la préservation des ressources.



© Sylvia Baron

Plénière du Comité Plastiques.

Sans l'industrie du recyclage, DEEE, plastique, cartons d'emballage, VHU, et autres vêtements seraient mis au rebut, et ne contribueraient à rien d'autre qu'à faire grossir les montagnes de déchets. Si la convention de Barcelone a été largement axée sur les décisions chinoises de limiter et interdire certaines importations, celle de Londres a évidemment été imprégnée par le Brexit. La toute première Journée mondiale du recyclage qui s'est tenue en mars dernier visait à souligner l'importance du recyclage dans la préservation des ressources primaires et à faire connaître au monde la Septième ressource (les matériaux que nous recyclons). Elle s'est traduite par de très nombreuses manifestations très diversifiées qui se sont déroulées « de la Mongolie, à Sao Paulo, en passant par les Maldives, les États-Unis, le continent africain, l'Europe, sans oublier Paris ».

Couronnée de succès, à la grande satisfaction de Ranjit Baxi, qui n'a pas manqué de rendre un hommage appuyé au Président de Federec, Jean-Philippe Carpentier, pour l'impulsion qu'il a donné à cette manifestation largement déclinée en France, l'heure était venue d'annoncer la mise en place d'un autre projet, afin de poursuivre dans cette voie planétaire : celui de la création de la Fondation (privée) Global Recycling. Elle sera présidée par Ranjit Baxi, Tom Bird (actuel trésorier du BIR) en sera le Vice-Président, et David Chiao (membre du comité exécutif du BIR) en sera le premier membre du

conseil d'administration. « Le monde doit prendre conscience du fait que le recyclage n'est pas une option, mais une nécessité. Le rôle de la Fondation sera de montrer au monde que le recyclage est une entreprise collective, cruciale pour l'avenir de la planète. Personne ne peut agir de manière isolée et il est impératif de faire participer la population la plus large possible, des membres du BIR aux dirigeants mondiaux, des entreprises aux particuliers, peu importe où ils se trouvent. »

**“NOTRE DIVORCE
« AMIABLE »
N'EMPÊCHERA PAS
LES MATIÈRES DE
CIRCULER.”**

Papiers Cartons : un Brexit dur limiterait les indispensables échanges

Brexit or not Brexit ? Solf ou Hard Brexit ? That's the question... posée en l'occurrence par Jean-Luc Petithuguenin, président la Division, entouré par des recycleurs dans le cadre d'une table ronde, qui n'ont pas caché leur inquiétude, alors que les politiques sont à fond dans les négociations liées à la sortie de la Grande Bretagne de l'UE.

Deborah Sacks, spécialiste de la gestion des déchets et des res-

sources au sein du département du commerce international du gouvernement britannique s'est déclarée « confiante : un accord sera bien évidemment passé entre le Royaume-Uni et le reste de l'UE. Il ne faut pas accorder d'importance « aux rumeurs » relayées par certains médias, mais entendre les « connaisseurs » : le Brexit est un « divorce amiable ». Notre gouvernement est déterminé à y parvenir, puis à le faire fonctionner ». L'incertitude actuelle est évidente, ce qui peut constituer un frein pour les investissements immédiats, mais il faut garder en mémoire que le commerce a toujours été une force en Grande-Bretagne. « Il n'y a aucune raison que cela change. Nous continuerons à faire croître notre économie, à maintenir nos emplois et à développer notre industrie. » En veillant « à ce que les matières continuent de circuler » après le départ du Royaume-

“LE DÉBOUCHÉ DE LA MATIÈRE RESTE ESSENTIEL, QU'IL ADVIENNE”

Uni de l'UE, tout en reconnaissant « de probables délais allongés, et de coûts supplémentaires ».

Convaincu que le gouvernement britannique souhaitera naturellement conserver des relations commerciales avec le reste du monde, mais également jouer un rôle de premier plan dans la promotion du message « Réduire, réutiliser, recycler », Ranjit Singh Baxi, qui dirige de longue date son entreprise en territoire britannique, s'est néanmoins dit préoccupé par le fait qu'un Brexit « dur » poserait « beaucoup de problèmes » liés aux documents administratifs exigés pour transférer des fibres récupérées vers ou venant du continent. Cela alors que « l'industrie britannique est encouragée à utiliser davantage de matières recyclées », notamment du fait de l'interdiction du plastique pour certains objets ou emballage : « le

potentiel du papier pour produire des emballages est effectif, mais on ne peut remplacer le plastique par du papier en un claquement de doigts, surtout s'il s'avère plus complexe d'importer de la fibre recyclée, du fait du Brexit ».

Le conférencier Keith Trower (Viridor Resource Management, Royaume-Uni), s'est voulu rassurant : le Brexit garantira « une cohésion » entre le Royaume-Uni et les États membres de l'UE ! « Lorsque la Chine a décrété l'interdiction d'importation de certaines qualités de fibres papetières, le réveil a été brutal. Pour autant, ma propre entreprise a beaucoup investi dans l'amélioration de la qualité et a réussi à sensibiliser les autorités locales au besoin effectif, aux moyens de réduire la contamination et d'améliorer la qualité des produits alimentant les usines de papier. Finalement, cela s'est traduit favorablement : c'est un environnement positif pour nous. » Tandis que Steve Wong (Association Vhina Scrap Plastics, Chine) sou-



© BIR

Jean-Luc Petithuguenin, Président de la Division Papiers, Deborah Sacks, Responsable « Déchets » au département Commerce international au sein du gouvernement britannique et Ranjit Baxi, Président du BIR.

lignait ô combien « cette sonnette d'alarme est une opportunité pour nous nous, l'ins-tauration d'une barrière verte, celle à ne pas franchir, donnant une meilleure image au recyclage dans sa globalité ».

L'objectif du Gouvernement britannique « consiste à doper le recyclage des plastiques : des investissements s'imposent. Il ne faudra pas être frileux pour recycler plus et limiter les tonnages de plastiques dans les Océans », indique alors Deborah Sacks. « Sauf qu'il est plus facile de perdre de l'argent avec les plastiques, que d'en gagner », rétorque le Président de la Division Papiers. « In fine, pour remédier au pro-

blème global et recycler davantage, l'Union européenne aura ses objectifs et vous les vôtres », ce qui ne sera pas nécessairement compatible. « On peut avoir des objectifs ambitieux même sans l'UE ! Dans quelques semaines, tout sera écrit, vous verrez. Je suis confiante. »

« Le Royaume-Uni veut être leader en matière de gestion des déchets et de recyclage, modère Ranjit Baxi. Le Brexit n'empêchera pas de mettre en œuvre une politique correspondante. Cela dit, le débouché de la matière reste essentiel, quoi qu'il advienne [...] Les papiers recyclés constituent un enjeu très important. Quand bien même certains

“IL N'Y A PAS DE MEILLEURE PROPOSITION QUE DE RECYCLER POUR LIMITER LES TONNAGES DE DÉCHETS.”

pays, tels que Taiwan ont indiqué leur souhait de renforcer les contrôles aux importations, la Chine construira des usines, ailleurs que sur son territoire, y compris en Europe ou aux États-Unis, tandis que l'on continuera d'emballer pour répondre à la demande. La nécessité est nerf d'inventions. » Sauf que le risque pourrait consister « en une multiplication d'usines d'emballages produits à partir de matière vierge », complétait Francisco Donoso (Alba Servicios Verdes, Espagne).

« La réglementation et la protection sociale se structurent en Chine. Il faut payer le coût du recyclage effectué dans des règles plus respectueuses, régler les salaires et acquitter le prix de la préservation de l'environnement. Je pense sincèrement que ce rééquilibrage est une bonne chose. [...] Étant entendu qu'il faut être clair : les Chinois sortent de leurs frontières ; ils se moquent bien du Brexit, tant il est vrai que leurs investisseurs arrivent en Angleterre », affirme Deborah Sacks. Toujours est-il que « le cauchemar doit être évité. En France, nous ne croyons pas au bienfait du Brexit », ajoute Jean-Luc Petitthuguenin. Il « restera à travailler intelligemment ; nous en sommes tous capables tandis que personne n'a intérêt à ce que cela soit autrement », lui répond Deborah Sacks, avant que Ranjit Baxi ne conclue ce débat, fort animé, mais très intéressant : « personne ne connaît ce que deviendront les exutoires des matières recyclées, après les décisions récentes et probablement à venir de la Chine, ni celles qui suivront le Brexit. Le BIR en tout cas, sera actif pour faciliter les choses entre les pays, ça c'est sûr, car le recyclage est interdépendant de la fluidité du commerce ».



© BIR

▲ Ranjit Baxi, Président du BIR.



© BIR

^ Surendra Patawari Borad, Président de la Division Plastiques et Sally Houghton.

Plastiques : passera ou passera pas en liste « orange » ?

Si les recycleurs ne voient pas encore rouge, il se déclarent perplexes ou inquiets à l'annonce de faire passer les plastiques collectés, triés et recyclés, dans la liste « orange » prévue par la Convention de Bâle. Une liste qui ajoute des contraintes dès lors qu'il y a transferts transfrontaliers, au regard des procédures allégées prévues pour les matières retenues dans la liste « verte ». Cette décision étant annoncée au regard de la

sempiternelle pollution des océans par les déchets plastiques, ce que reconnaissent les professionnels, notant au passage un sérieux problème de collecte dans les pays développés (insuffisante) et une absence de collecte dans de nombreux autres (en cours de développement, ce qui se traduit par des déferlantes de déchets plastiques, au moindre cataclysme, comme l'a encore montré le récent tsunami indonésien qui a réceptionné des tonnes de déchets venant de la mer).

Après que Surendra Borad Patawari (Gemini Corporation NV, Belgique) a annoncé que cette convention londonienne serait sa dernière en qualité de Président du Comité Plastiques, qu'il a piloté durant 12 ans, il a réitéré un message simple. « Il ne peut y avoir de meilleure proposition que celle du recyclage des plastiques, pour limiter les tonnages de déchets plastiques dans la nature. » Avec un engagement et des « mesures audacieuses » de la part des entrepreneurs, « chacun de nous peut énormément gagner en s'engageant dans le recyclage des plastiques » tout en « faisant du monde un meilleur endroit où vivre ».

« Convaincre les utilisateurs que le plastique recyclé a les mêmes propriétés que le vierge est une nécessité si l'on veut avancer, poursuit

Renaud Pfund (Veolia Propreté Recycling, France) : la proposition de la Norvège à la Convention de Bâle d'inscrire les déchets plastiques sur la liste « orange » des mouvements transfrontières réduirait les flux et n'aurait aucun impact sur la question clé du moment, à savoir l'impact environnemental des plastiques. » D'autant que, souligne Keith Freegard, Vice-Président du groupe « Recyclage » de la British Plastics Federation (conseiller associé chez Axion Polymers, GB) « des recherches et études montrent que 88 à 95 % des débris de plastique terrestres allant à la mer proviennent de seulement 10 fleuves ». S'en est suivie sa présentation décrivant le procédé mis en œuvre sur le site de traitement des RBA, dans le nord-ouest de l'Angleterre, assurant la production de granulats en plastique recyclé provenant des sous-produits récupérés à l'issue du déchetage des VHU, lesquels conviennent à un large éventail d'applications de génie civil, alors que les déchets véritablement ultimes sont transformés en combustible, avant de résumer les performances du Royaume-Uni en matière de recyclage des plastiques : « Pourrait faire mieux », soulignant la nécessité d'ac-

**“ATTENTION
AU
RECYCLAGE
BON
MARCHÉ.”**



© Sylvia Baron

^ Convention d'automne du BIR, à Londres.

croître la demande de plastiques recyclés et d'améliorer la conception des produits en vue de leur recyclabilité.

Quoi qu'il en soit, l'avenir immédiat des déchets plastiques collectés et triés (provenant des emballages et des automobiles) reste sombre, comme le prouvent les rapports de marché des experts qui se sont exprimés lors de cette réunion du Comité des plastiques, ce que reconnaît bien volontiers Surendra Patawari Borad. « C'est d'abord la Chine qui a imposé des restrictions à l'importation des déchets plastiques, des restrictions qui ont ensuite été imposées en Malaisie, en Thaïlande, au Vietnam et à Taiwan. Désormais, l'Inde a emboîté le pas. Vous ne pouvez plus y exporter les matières, principalement parce que les licences d'importation n'ont pas été prolongées, et ce quand bien même l'Inde a beaucoup importé et majoritairement de la qualité. »

Steve Wong (Président de la China Scrap Plastics Association, Chine) a mis en garde : « attention aux méthodes les moins chères, engendrant de la pollution, des fermetures de sites dédiés à une forme de recyclage

qui n'a plus lieu d'être, puis des reportages diffusés par les médias, ce qui n'honore pas notre profession. Une bonne connaissance des problèmes et un bon système de recyclage, réalisé dans des règles, sera la clé de notre métier qui doit inclure la protection

“LES FRONTIÈRES SE FERMENT.”

de l'environnement dans ses méthodes ! [...] Associations et Fédérations doivent attirer l'attention des gouvernements à cet égard: la collecte est une chose, mais quid du recyclage pratiqué ailleurs dans des conditions polluantes ? » Il est nécessaire « d'augmenter les taux de recyclage et pas seulement la collecte ». Les activités de recyclage « ont été transférées dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est, qui ne disposent pas des infrastructures nécessaires pour importer des millions de tonnes de déchets plastiques. Que l'on y prenne garde : certaines frontières supplémentaires pourraient se fermer ».

Le fait est qu' « on ne peut plus vivre sans matières plastiques : 300 Mt injectées sur les marchés chaque année génèrent énormément de déchets dont seulement 20 % sont recyclés », rappelle le Président du Comité. Et « selon un rapport Veolia, ce seraient 1 100 Mt qui seraient produites à l'horizon

2050, ce qui mérite d'être médité ». Il faudra s'engager davantage et multiplier le nombre d'entreprises dédiées au recyclage, mais également le nombre de débouchés. Cela nécessitera des financements énormes si l'on veut y parvenir, ce qui supposera aussi des politiques volontaristes.

Sally Houghton (Plastic Recycling Corporation of California, USA) a certifié que « le marché américain reste globalement stable, malgré l'interdiction d'importer imposée par la Chine. Sauf pour le polypropylène, un marché nouveau aux USA, puisqu'avant les balles étaient envoyées en mélange vers l'Asie, et le PVC, dont les prix sont désormais négatifs, mettant en garde s'agissant du stockage de ces matières plastiques qui pose problème ». Mahmoud Al Sharif (Sharif Metals International, Émirats arabes unis), a déclaré que l'accumulation de déchets de plastique au Moyen-Orient suscitait une réflexion plus large que des investissements technologiques. À l'issue de la réunion, le Président Ranjit Singh Baxi a qualifié de « phénoménale », la contribution de Surendra Borad Patawari au Comité des Plastiques, qualifiant le Président sortant de « légende » de l'industrie du plastique.

Sylvia Baron



© BIR

Assemblée Générale du BIR.